

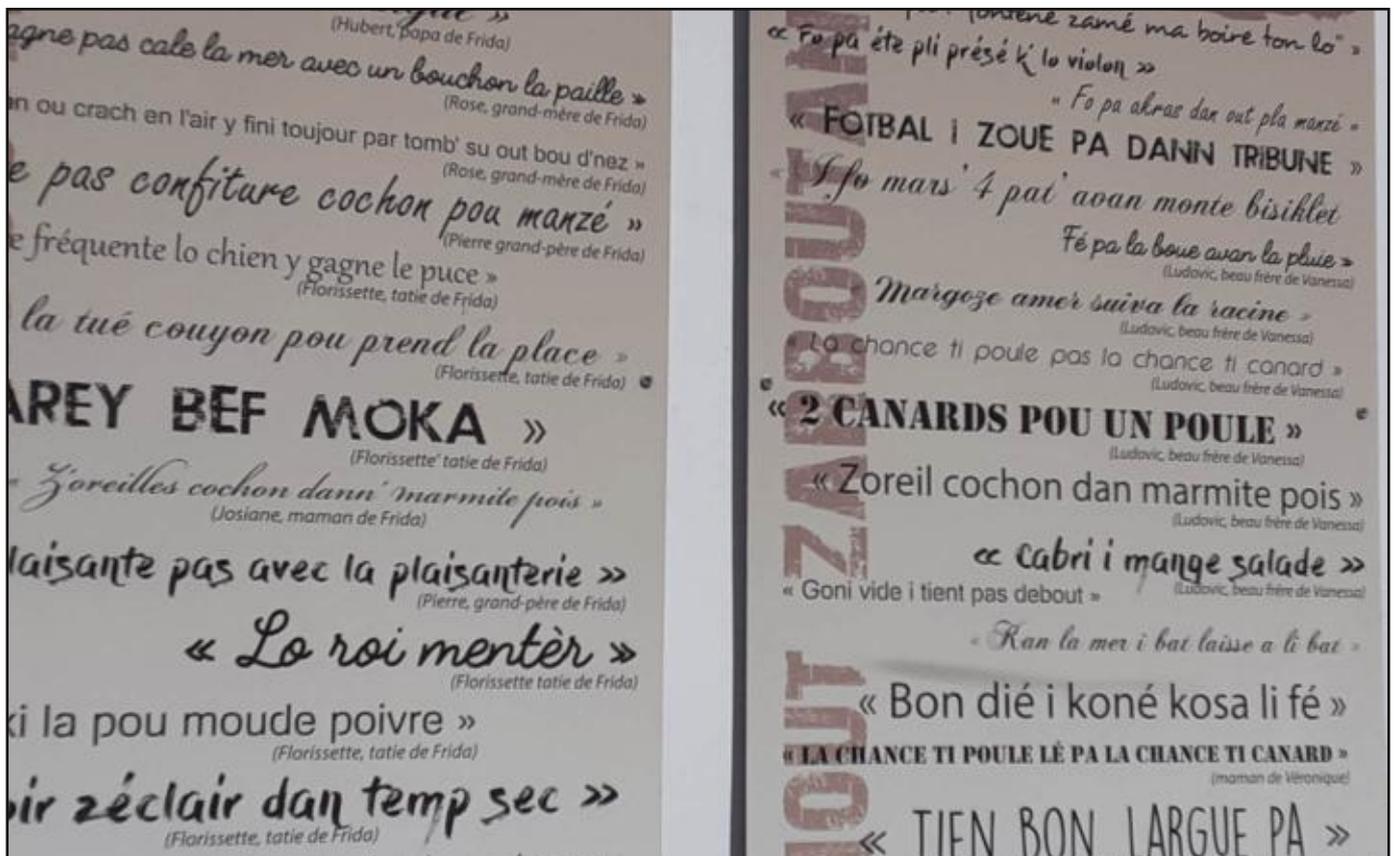
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21413 - 79ÈME ANNÉE

La Région, le Département, les maires et l'État ont signé le Pacte linguistique de La Réunion

Reconnaissance officielle du créole par l'État : « la diversité linguistique garante de la cohésion sociale »



La paix sociale est la priorité de Paris à La Réunion qui a souvent utilisé l'argent pour éteindre des mouvements de contestation. Les temps changent, Paris n'est plus la grande puissance d'avant. Sa stratégie change également. Avec le Pacte linguistique, Paris affirme « la diversité linguistique de l'île comme garante de la cohésion sociale ». La reconnaissance officielle du créole par Paris vise donc aussi à soutenir la paix sociale. Paris mise sur le rôle du créole comme ciment de la société réunionnaise.

Ce 29 novembre lors de la visite à La Réunion de la ministre de la Culture, la Région, le Département et l'Association des maires de La Réunion ont signé avec l'État le Pacte linguistique de La Réunion. Cet acte montre la stratégie des pouvoirs publics vis-à-vis de la langue maternelle des Réunionnais, le créole. Rappelons que le créole n'est pas la langue d'enseignement dans l'Éducation nationale. Elle n'est pas non plus la langue dans les administrations publiques, où tout est écrit en français. Sous l'impulsion de Lofis la lang, plusieurs communes, la Région et le Département ont signé une

Charte « collectivité bilingue ». Cette charte prévoit notamment une signalétique créole-français, et d'encourager les échanges en créole entre les usagers et le personnel.

C'est ce principe qui figure dans le Pacte linguistique et il sera élargi aux administrations de l'État, car le communiqué de la préfecture de La Réunion précise notamment qu'il s'agit de « mettre en place des chartes français-créole dans les divers établissements recevant du public ».

Victoire de la résistance du créole

La signature de ce pacte montre aussi que Paris a décidé de ne plus combattre frontalement le créole. C'est la victoire de la résistance du créole. Au moment où la répression systématique était le mode de fonctionnement de l'État à La Réunion, la mobilisation du Parti communiste réunionnais et des militants culturels a permis de faire prendre conscience aux Réunionnais que le créole n'était pas un patois en voie de disparition, mais une langue bien vivante composée d'apport de trois continents : Afrique, Asie et Europe. Les mots d'origine indienne, malgache ou française sont très présents dans le créole réunionnais.

Cette prise de conscience a permis au créole de ne pas subir le sort de la plupart des langues parlées dans les régions françaises : disparition et monolinguisme français. Elle s'est élargie à de larges pans de la société, comme le rappellent les différents sondages majoritairement favorables au créole à l'école. Le Pacte marque le ralliement de l'État à la démarche des précurseurs et fondateurs de Lofis la lang.

La stratégie de l'État

L'État veut maintenant accompagner le créole. Voilà ce qu'indique son communiqué du 29 novembre au sujet du Pacte linguistique :

« Il s'articule autour de trois points essentiels : la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise du français, la

visibilité du créole réunionnais dans l'espace public, et la naissance d'un institut du créole réunionnais destiné à devenir un lieu de création, d'innovation, de culture, d'éducation populaire, de recherche et de développement du corpus du créole réunionnais », indique l'État qui précise les actions prioritaires du plan :

- nommer et/ou recruter des référents dédiés au secteur linguistique au sein de chaque collectivité ;
- promouvoir le créole réunionnais, tant sur le plan linguistique que sur le plan de la création artistique et de sa diffusion ;
- promouvoir la diversité culturelle et linguistique par le développement des résidences d'artistes et le soutien aux manifestations culturelles ;
- mettre en place des chartes français-créole dans les divers établissements recevant du public.

« Ce pacte marque un tournant pour la prise en compte du créole réunionnais dans les politiques publiques et, plus largement, celle de la diversité linguistique de l'île comme garante de la cohésion sociale », précise l'État.

Soutenir la paix sociale

Paris prend donc acte de l'impossibilité de remplacer le créole par le français. Le pouvoir se rallie donc à la démarche du bilinguisme, où le créole est un moyen de faciliter l'apprentissage du français et de lutter contre l'illettrisme.

Ce recul mise sur le rôle du créole comme ciment de la société réunionnaise. Rappelons que la paix sociale est la priorité de Paris à La Réunion qui a souvent utilisé l'argent pour éteindre des mouvements de contestation. La reconnaissance officielle du créole par Paris vise donc à soutenir la paix sociale.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

COP28 : les banques multilatérales de développement renforcent l'action commune en faveur du climat

Les banques multilatérales de développement participant à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28) de 2023 ont affirmé le 3 décembre leur engagement en faveur d'une action mondiale concertée, notamment en augmentant le cofinancement et l'engagement du secteur privé pour lutter contre le changement climatique, ressenti avec acuité en Afrique. Le Groupe de la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque asiatique de développement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Groupe de la Banque interaméricaine de développement, la Banque islamique de développement, New Development Bank et le Groupe de la Banque mondiale sont les signataires de la déclaration.

Bien qu'elle soit celle qui contribue le moins au réchauffement climatique et ait les émissions les plus faibles, l'Afrique est confrontée à des risques existentiels dus à l'impact catastrophique du changement climatique. Les sécheresses persistantes dans la Corne de l'Afrique et les récentes inondations dévastatrices en Libye, au Malawi, au Mozambique, au Zimbabwe et dans d'autres régions du continent ont coûté la vie à des milliers de personnes, détruit des infrastructures, emporté des centaines d'hectares de cultures vivrières et menacé de pousser des millions de personnes à fuir. pauvreté extrême.

Dans une déclaration commune publiée à Dubaï, aux Émirats arabes unis, les banques se sont engagées à collaborer sur « des actions de développement et de climat socialement inclusives, sensibles au genre et positives pour la nature », en tirant parti de leur expertise et de leurs réseaux uniques.

« La fenêtre d'opportunité permettant d'assurer un avenir viable et durable pour tous se ferme rapidement. Reconnaître les liens entre les triples crises planétaires du climat, de la nature et de la pollution, atteindre les objectifs de développement durable, les objectifs de l'Accord de Paris et le Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal (GBF) nous obligent tous à intensifier nos efforts de toute urgence. et à grande échelle », indique le communiqué des banques multilatérales de développement.

Werner Hoyer, président de la BEI, a déclaré : « Pour maintenir l'objectif de température de 1,5 °C en vue, nous avons besoin de partenariats plus solides à l'échelle mondiale. Cette déclaration commune des banques multilatérales de développement du monde

montre clairement que nous avons entendu les appels à intensifier nos efforts et que nous avons les moyens d'y parvenir. Fondamentalement, nous sommes convenus de renforcer davantage notre coopération pour aider les pays et le secteur privé à accélérer une transition verte et juste et à renforcer la résilience. La BEI est pleinement déterminée à travailler avec toutes ses collègues BMD pour accroître ses financements, améliorer l'impact de ses actions et veiller à ce que les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte. En tant que banque européenne du climat, notre priorité est de rassembler les objectifs d'innovation, de développement et d'action climatique dans tous les projets que nous finançons. »

Dans la déclaration commune, les BMD réaffirment leur engagement en faveur d'une action en faveur du climat et du développement socialement inclusive, sensible au genre et positive pour la nature. Les BMD y parviendront grâce à :

Une concentration accrue sur la mesure des résultats, des conséquences et de l'impact climatique
Soutien coordonné aux pays et aux entités infranationales pour formuler et opérationnaliser des stratégies à long terme (LTS)

Collaboration au niveau national

Attirer des capitaux privés à grande échelle

Soutenir des efforts accrus en matière d'adaptation et de gestion des risques de catastrophe

Les crises climatique et écologique sont étroitement liées à de nombreux autres défis mondiaux. Les BMD s'engagent donc également à renforcer la collaboration conformément à leurs mandats et cadres de gouvernance respectifs en matière de nature, d'eau, de santé et de genre.

La déclaration conjointe des BMD annoncée s'appuie sur leurs principaux progrès et résultats obtenus à ce jour. En 2022, les BMD ont fourni des niveaux records de financement climatique et de mobilisation de financements privés. Les BMD ont engagé conjointement 61 milliards de dollars de financement climatique pour les économies à revenu faible et intermédiaire, soit une hausse de 18 % par rapport à 2021 ; et près de 100 milliards de dollars dans toutes les économies où nous opérons. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, le financement de l'adaptation représentait 37 % de ce montant et le cofinancement climatique total a atteint 46 milliards de dollars, dont 15 milliards de dollars provenaient de la mobilisation de financements privés.

Oté

Léta franssé épi bann koléktivité la sign In zakor linguistik

Matante Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spèss salté rouj de fon dopi l'éternité, mi sorte aprann in drol de shoz é sa la étone amwin bonpé pou vréman : I paré lo miniss la kiltir La franss la sign avèk bann koléktivité in zakor linguistik pou mète kréol rényoné anlèr — si zot i vé pou done noute kozé kréol pliss la plass ké li néna zordi dann noute péizaz linguistik.

Mwin pèrsonèlman mi méfyé kan bann rouj-de-fon i bate la min pou in n'afèr pars la pa souvan ké sé in bon n'afèr... anliss ké sa dsi in késtyon délika konm sète la lang. Mé mi koné ossi souvan défoi zot i kriye viktoir pou in sinp pti pa an avan... pou déshanté apré. Alor mi panss i vo myé aspèr in pé pou oir koman zakor-la sar apliké. Tok ! Pran sa pou toi.

Signé : Oute matante Zélida k'i pran pa po d'shanm pou pla kouvèr.

Justin la fé pou réponss :

Mon vyé matante kan vi di amwin ké la sign in zakor pou done noute lang kréol in méyèr plass dann noute péizaz linguistik mwin ossi mi oi konm ou, sak lé ékri pa pliss pa moïnss.

Astèr kan mi lir sak bann zotorité la di — zot komantèr si wi vé — mi romarke i parl bonpé la lang kréol rényoné é dsi lo méyèr fasson mète noute lang matèrnèl anlèr, san négliz la lang bann fransé pou nou ansèrv sa bien konm i fo.

Astèr matante m'a dir aou in n'afèr : néna lontan mi kroi pi Père Noël — lontan mi done pi shèk an blan pèrone — é néna lontan mi atann oi fère pou kroit donk mèm si lo pakt lé ankourajan é si néna bon-bon réakssion dann lopinion piblik.

Onèr é respé matante — signé : oute nové k'i manz pa in grinnsèl avèk oute zidé dépassé.

Justin